

20 septembre 2006, États-Unis

Allocution à l'occasion d'une visite à Washington

Bonsoir Mesdames et Messieurs,

Merci, Barbara, de votre aimable introduction.

Et merci à vous tous et toutes de votre accueil chaleureux.

Je voudrais tout d'abord saluer la présence de quelques personnes. Premièrement, je suis ravi de voir l'ambassadeur du Canada à Washington, l'honorable Michael Wilson. Et je voudrais aussi saluer notre ancien consul général à New-York, Pamela Wallin. Pamela est originaire de la Saskatchewan, d'où viennent tant de Canadiennes et de Canadiens exceptionnels. Elle a apporté un peu de sa province à la « Big Apple », qui n'en est désormais que plus riche. Au nom des Canadiennes et des Canadiens, je tiens à remercier Pamela d'avoir si brillamment représenté notre pays. Nous annoncerons prochainement son successeur.

C'est un grand plaisir pour moi de m'adresser à ce cercle prestigieux. Je remarque qu'au cours des cent dernières années, vous avez accueilli certains des plus éminents hommes et femmes d'État. En tant que Premier ministre depuis moins d'un an, cette invitation est pour moi un grand honneur.

Commémoration du 11 septembre

Comme vous ne le savez que trop bien, il y a neuf jours, nous marquons le cinquième anniversaire du 11 septembre. Ce jour-là, des Américains, des Canadiens et des gens du monde entier regardaient avec incrédulité et horreur les deux tours jumelles du World Trade Centre s'effriter et s'écrouler sous les attaques des terroristes. Les auteurs de ces actes meurtriers pensaient que la force et la volonté de la ville s'effriteraient et s'écrouleraient elles aussi. Quelle erreur! Car la population de New-York – cette ville incomparable et invincible – a montré qu'elle était plus forte même que le béton et l'acier des tours jumelles.

Vous vous êtes interrompus pour vous rappeler ceux et celles qui avaient péri, et vous rappeler les sacrifices déchirants et l'héroïsme manifesté par un si grand nombre de personnes ce jour-là. Et puis vous vous êtes remis à l'œuvre, fiers, déterminés et forts. N'oublions jamais que si nous avons vu, ce 11 septembre, le pire de ce dont l'humanité était capable, nous avons aussi été témoins d'innombrables actes extraordinaires de courage et de compassion. Je pense en particulier à vos courageux policiers, pompiers et autres hommes et femmes des services d'urgence. Le Canada a, lui aussi, apporté son aide.

Ce jour-là, les Canadiennes et les Canadiens ont ouvert leurs bras et leurs foyers à 33 000 passagers dont le vol avait été détourné. C'était une façon de dire à New-York et au reste du pays que vous n'étiez pas seuls et que les liens qui nous rassemblent en tant que voisins dans les moments difficiles sont les plus forts de tous. Ce jour-là, des immeubles qui étaient à la fois le symbole et une partie vitale de notre économie mondiale ont été détruits par des agents de la plus dangereuse menace qui pèse sur la sécurité mondiale. Et depuis, nous

avons réalisé comme jamais auparavant que tous nos défis, qu'ils soient d'ordre économique, social et politique, sont vraiment de portée mondiale.

Pourquoi donc, Mesdames et Messieurs, dans un monde agité et incertain, alors que notre économie et notre sécurité dépendent de développements qui se produisent dans des terres lointaines, pourquoi – dis-je – devrions-nous porter notre attention et nos énergies sur le Canada ? Parce que le Canada est l'opposé d'un monde agité et incertain – c'est un pays stable et une force du bien – qui a beaucoup à apporter dans ces temps chaotiques et éprouvants. Et ne vous y trompez pas, le Canada a l'intention d'apporter sa contribution.

Permettez-moi donc de mettre en relief trois qualités que le Canada a à offrir face aux difficultés mondiales : premièrement, une économie forte et robuste et en particulier un secteur de l'énergie qui est en train de devenir l'un des plus importants du monde, deuxièmement, un solide partenariat dans la construction d'une Amérique du Nord prospère, concurrentielle et sûre et troisièmement, une volonté commune de faire valoir, dans le monde entier et de concert avec nos alliés démocratiques, les valeurs et intérêts qui sont les nôtres.

Le Canada, économie robuste et superpuissance énergétique

Premièrement, le Canada a une économie solide, basée sur les principes durables du marché libre. Nous sommes en tête des pays du G-7 pour le rendement économique et fiscal. Et c'est une superpuissance énergétique émergente, le seul producteur stable et en plein essor de cette marchandise rare, dans un monde instable. La faiblesse de l'inflation, la croissance solide et l'un des taux de chômage les plus bas en trente ans n'expliquent pas à eux seuls la force économique du Canada.

Au printemps dernier, notre gouvernement conservateur a déposé le neuvième budget équilibré consécutif. Cette année et la suivante, nous devrions avoir le PIB le plus haut du G7. Cela fait 27 trimestres consécutifs que notre compte courant est excédentaire. Au plan actuariel, notre régime de retraites est bon pour les 70 prochaines années. Et nous avons réduit de façon spectaculaire la dette du gouvernement – qui est descendue à 35 % du PIB – la plus basse du G7 et encore en baisse. Ce gouvernement a recours à une administration financière solide pour améliorer notre position concurrentielle.

Nous avons réduit les impôts des particuliers et des sociétés tout en maintenant un budget équilibré; en fait le taux d'imposition des sociétés est désormais plus bas ici qu'aux États-Unis. Aux termes de notre dernier budget, nous avons accéléré les réductions du taux d'imposition des sociétés qui avaient été retardées par le gouvernement précédent. Cela nous a permis de passer à l'élimination complète de la taxe fédérale sur le capital.

Le Canada est de retour : notre situation économique est la meilleure de tous les pays du G7. Mais nous ne nous arrêterons pas là. Nous accélérerons le rythme de ce cercle vertueux. Nous continuerons de rembourser la dette. Nous continuerons de réduire les impôts des particuliers et des sociétés. Nous continuerons de faire des investissements intelligents tout en gérant efficacement les dépenses fédérales. Nous examinerons ces dépenses et en resserrerons la gestion à long terme. Ces mesures rendront notre économie encore plus forte, ce qui fera du Canada une destination encore plus intéressante de l'investissement étranger direct, investissement étranger que nous accueillerons à bras ouverts.

Bien sûr, la réussite économique du Canada s'explique aussi par l'essor extraordinaire de notre secteur de l'énergie. Dans un récent discours à Londres, j'ai qualifié le Canada de « superpuissance énergétique » émergente. Normalement, les Canadiens n'aiment pas se vanter de leur domination dans quoi que ce soit – à part le hockey, bien sûr. C'est pourquoi, je me contenterai de vous citer des statistiques. Nous sommes déjà au cinquième rang mondial pour la production totale d'énergie. Au septième rang pour la production de pétrole. Au troisième rang, pour la production de gaz. Au deuxième rang pour la production hydroélectrique. Et au premier rang, pour la production d'uranium.

Nous sommes le plus gros fournisseur d'énergie des États-Unis. Nous sommes le plus gros fournisseur de pétrole, de gaz naturel, d'électricité et d'uranium de l'Amérique. La production des sables bitumineux de l'Alberta – les secondes réserves établies de la planète – s'établit à plus d'un million de barils par jour et atteindra les quatre millions d'ici 2015. On sous-estime quelquefois ce que cela implique en termes non seulement économiques mais aussi de sécurité pour notre continent. Alors que la sécurité énergétique nous inquiète de plus en plus, que les événements politiques mondiaux peuvent perturber l'offre mondiale ou le comportement des grands producteurs, le plus grand fournisseur d'énergie des États-Unis et son plus grand partenaire commercial, une vieille démocratie qui croit dans le marché libre et le respect des contrats.

Notre économie forte et robuste, avec son énorme potentiel, offre d'extraordinaires possibilités pour les entreprises américaines et elle est un élément crucial de la sécurité énergétique du continent.

Instauration d'un partenariat continental

Deuxièmement, le Canada est résolu à établir un partenariat solide, de façon à instaurer une Amérique du Nord prospère, concurrentielle et sûre. Ce qui m'amène à mon deuxième thème, l'engagement que le Canada a pris envers un continent nord-américain prospère et sûr. Nos pays s'adaptent tous deux à la mondialisation de l'économie. Nous constatons la montée de la Chine, de l'Inde, du Brésil et des autres pays. Nous voyons se renforcer l'intégration économique européenne. Compte tenu de la profonde intégration de nos propres économies, ces difficultés et possibilités mondiales appellent une réaction continentale. Nous avons une longueur d'avance en 1988 lorsque le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan ont signé le Traité de libre-échange.

Aujourd'hui, le Canada et les États-Unis, ainsi que notre troisième partenaire de l'ALENA, le Mexique, doivent agir pour positionner nos forces complémentaires dans un Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité. Au printemps dernier à Cancun, les présidents Bush et Fox et moi-même avons développé davantage ce partenariat dans les domaines de la concurrence, de l'harmonisation de la réglementation, de la gestion des crises et des frontières intelligentes et sûres. Nous resserrons notre coopération dans des domaines qui vont de la surveillance électronique du fret et des normes relatives aux pipelines jusqu'au renouvellement récent de notre traité historique du NORAD. Mais notre partenariat dans tous ces dossiers dépend de façon cruciale du maintien de frontières sûres et efficaces. Notre frontière ne doit pas être perçue comme une barrière où la sécurité d'une nation commence et l'autre finit. Cela ne correspond pas à la réalité. Nous entretenons la relation commerciale la plus importante dans l'histoire de l'humanité.

Imaginez l'intensité du lien de nos deux économies. Par exemple, le corridor Detroit-Windsor, point névralgique de notre industrie automobile intégrée et frontière la plus traversée au monde. En effet, 10 000 camions empruntent tous les jours le pont Ambassador. Environ 300 000 de nos citoyens et plus d'un milliard et demi de dollars de biens et services passent chaque jour cette frontière, plus que dans tous les pays de l'Union européenne combinés. Voilà pourquoi nos deux gouvernements prennent des mesures pour mettre fin au différend du bois d'œuvre qui a empoisonné notre relation commerciale. Le Canada fait également sa part pour assurer une meilleure sécurité de notre côté de la frontière.

Depuis le 11 septembre, le Canada a déployé des efforts importants au plan de la sécurité nationale pour veiller à ce que les terroristes ne viennent pas au Canada, qu'ils n'y trouvent pas refuge et qu'ils n'y passent pas en transit. Nous avons accru les ressources financières et le personnel de première ligne afin de renforcer notre sécurité. Dans notre budget le plus récent, nous avons prévu 1,5 milliard de dollars afin d'améliorer la protection civile et la sécurité de nos frontières et de nos systèmes de transport en commun, en plus des milliards déjà investis depuis les attentats du 11 septembre.

Nous avons fait des investissements considérables pour améliorer la formation des agents des services frontaliers, les armer et leur fournir une technologie de pointe tout en nous efforçant de hâter le passage aux frontières des personnes qui voyagent fréquemment ou des marchandises fiables et sécuritaires. Si le Canada et les États-Unis investissent tous les deux fortement dans la sécurité frontalière, nous ne pouvons tout de même pas laisser des mesures, aussi bien intentionnées soient-elles, nuire à nos liens vitaux parce qu'elles n'ont pas été suffisamment raisonnées ou qu'elles sont mal mises en œuvre. Prenons par exemple l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental. Cette loi adoptée par le Congrès exige que, dans moins d'un an et demi, tous les Américains et les Canadiens soient munis de passeports ou de documents sécuritaires équivalents pour entrer aux États-Unis – même ceux qui ne s'y trouvent que quelques heures pour faire des achats, participer à un tournoi de base-ball ou aller travailler tous les jours.

Nous sommes très préoccupés de l'incidence potentielle de l'Initiative sur l'économie et les collectivités frontalières de nos deux pays. Vous devriez l'être tout autant. De notre point de vue, l'Initiative menace de nous diviser précisément au moment où nous devrions collaborer étroitement sur les enjeux d'économie et de sécurité mondiales. Je ne mets pas en question le fait que les membres du Congrès souhaitent une meilleure sécurité frontalière. Mais assurons-nous que l'Initiative fonctionne avant de la mettre en œuvre et prenons le temps de faire les choses comme il faut. Et vous, hommes et femmes d'affaires aux États-Unis, qui connaissez l'incidence que pourraient avoir sur le commerce et le tourisme des perturbations aux frontières ou sur les chaînes d'approvisionnement étroitement intégrées, vous jouerez un rôle vital pour veiller à ce que l'Initiative ne soit mise en œuvre que de façon pragmatique et dans des délais réalistes.

Promouvoir les valeurs communes dans le monde

Le troisième point que j'aimerais aborder ce soir est la volonté du Canada de jouer un grand rôle dans les dossiers mondiaux dont il faut s'occuper. Nous cherchons à collaborer avec nos alliés démocratiques pour faire avancer nos valeurs et intérêts communs. Enfin, je veux que l'on comprenne bien que nous sommes déterminés à ce que le rôle du Canada dans le monde ne se limite pas à ce continent. Notre besoin de prospérité et de sécurité, nos valeurs

de liberté, de démocratie, de respect des droits de la personne et de primauté du droit sont, de l'avis de notre gouvernement, non seulement un héritage que nous partageons, mais elles relèvent aussi du destin commun à l'humanité. Alors que nous travaillons tous ensemble à assurer la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord, nous devons aussi veiller à créer un monde plus stable et plus juste.

Le Canada collabore étroitement avec ses alliés démocratiques, y compris les États-Unis, afin d'infiltrer les réseaux terroristes. Nous assumons un rôle de chef de file dans l'action internationale menée pour mettre fin au financement du terrorisme. Toronto sera le nouveau quartier général du Groupe Egmont, qui réunit 101 des unités de renseignement financier du monde pour dépister le blanchiment d'argent terroriste. Lorsque le Canada et les États-Unis ont récemment renouvelé le traité du NORAD, nous y avons ajouté, pour la première fois, une fonction d'alerte pour les approches maritimes de notre continent comme pour les approches aériennes et spatiales.

Notre coopération au plan de la sécurité ne se limite pas à ces mesures. Le Canada assume ses responsabilités dans la lutte internationale contre le terrorisme. Notre nouveau gouvernement a récemment investi des milliards de dollars dans la défense afin de veiller à ce que les Forces canadiennes disposent de l'équipement dont elles ont besoin pour collaborer avec la communauté internationale partout où l'on a besoin de nos services. La Défense a, par exemple, fait l'acquisition d'un nouvel aéronef stratégique et tactique, de nouveaux hélicoptères et de nouveaux navires d'approvisionnement, et ce n'est qu'un début.

Après que 24 Canadiennes et Canadiens aient perdu la vie le 11 septembre, nous avons également pris conscience que la sécurité nationale et la sécurité mondiale sont indissociables. Voilà pourquoi le Canada est depuis le début en Afghanistan. Aujourd'hui, nous comptons 2 300 soldats sur le terrain dans la province de Kandahar, la plus difficile du pays. Et nous accusons des pertes réelles. C'est déchirant, mais la défense d'un monde plus pacifique et démocratique est une tradition de longue date dans nos deux pays. Près de 120 000 Canadiennes et Canadiens sont morts au nom de la liberté sur les champs de bataille d'Europe et du Pacifique, coût terrible de notre participation aux deux guerres mondiales et à la guerre de Corée. Le Canada ne s'est pas esquivé. En fait, il a pris part aux deux guerres mondiales avant les États-Unis.

Cet été, je me suis rendu sur le site du monument commémoratif du Canada à Vimy, au nord-ouest de la France, théâtre de quelques-unes des plus terribles batailles de la Première Guerre mondiale. Pour les Canadiennes et les Canadiens, ce monument commémorant une victoire dont le coût humain a été exorbitant est plus qu'un monument à la victoire ou au carnage de la guerre. Érigé dans une nation moderne, démocratique, pacifique et prospère, il nous rappelle plutôt les principes constants sur lesquels notre pays est fondé, les aspirations que nous avons pour les autres peuples et les actions que nous sommes prêts à entreprendre pour faire de notre monde un monde meilleur. Et ces actions ne se limitent pas – et c'est normal – à la sécurité. En Afghanistan et à bien d'autres endroits, nous faisons la promotion de la liberté des hommes, des droits des femmes et de l'éducation des enfants, nous construisons des routes et des infrastructures d'irrigation, nous luttons contre la maladie et nous protégeons l'environnement.

Différents mais unis

Mesdames et Messieurs, je vous dirai en terminant qu'il est normal que nous, en tant que nations, ne soyons pas toujours d'accord sur les mesures à prendre et les priorités à établir. Mais ces différences ne doivent jamais dissimuler les valeurs et intérêts vitaux que nous partageons. Nous avons nos différences et elles sont réelles. Vos pères fondateurs ont demandé la vie, la liberté et la poursuite du bonheur tandis que notre constitution a souscrit aux objectifs plus modestes de paix, d'ordre et de bonne gouvernance. (En passant, nous avons habituellement droit à deux sur trois.)

Nous avons tous les deux une économie de marché dynamique, mais votre approche de la politique sociale diffère de la nôtre. Par exemple, notre système universel de soins de santé a l'aval de tous les partis politiques au Canada. Nos deux pays ont été façonnés par des vagues d'immigration successives. Mais si les États-Unis ont souvent mis l'accent sur le grand creuset culturel que constitue une même citoyenneté, le Canada a activement favorisé deux langues nationales et un patrimoine multiculturel.

Nous défendrons notre souveraineté sur tout notre territoire, y compris les îles, les voies navigables et les ressources de l'Extrême-Arctique, même si elle se heurte aux revendications américaines. Au Canada, le hockey est presque une religion – du moins pour les personnes sensées – plutôt que de passer après le golf et la course automobile. Et nous jouons au football sur un terrain plus vaste, avec 12 joueurs, et nous faisons un botté de dégagement au troisième essai (au cas où).

Mais toutes ces différences, grandes et petites, ne nous divisent pas de façon fondamentale. La relation entre le Canada et les États-Unis montre au monde à quel point deux pays peuvent être proches l'un de l'autre, à leur avantage mutuel, sans perdre ce qui les rend uniques. Alors, continuons de célébrer nos identités nationales distinctes tout en entretenant nos liens communs et nos convictions partagées.

Que la frontière qui définit nos pays ne divise jamais nos peuples.

Merci beaucoup et à la prochaine.